

ble sur lequel est fondée l'offre de subvention est de \$384,500 et, aux termes des règlements sur les subventions au développement régional, la mise de fonds du requérant doit représenter au moins 20 pour cent de ce montant dans tous les cas; k) La société a fait faillite le 28 novembre 1972; l) le 18 novembre 1970.

#### LES SUBVENTIONS AU CONSEIL DES RECHERCHES MÉDICALES

##### Question n° 1472—M. Douglas:

1. Quel montant a-t-on accordé au Conseil des recherches médicales du Canada depuis cinq ans, jusqu'au 31 mars 1973?
2. Combien a-t-on accordé pour chacune des années financières de cette période?
3. Quel montant sera requis, selon le Rapport Wood-Gundy, pour les années financières 1972-1973 et 1973-1974?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** 1.

	1968-1969	1969-1970
Crédits de subventions et de bourses de formation	26,943	30,891
Crédits administratifs	268	324
Total	27,211	31,215

	1970-1971	1971-1972	1972-1973	Total
(Milliers de dollars)				
	33,962	35,642	37,460	164,898
	402	473	540	2,007
	34,364	36,115	38,000	166,905

2. Les montants accordés aux Crédits de subventions et de Bourses de formation.
3. Le Rapport Wood-Gundy (1965) ne démontre aucun montant requis pour les années financières 1972-1973 et 1973-1974.

#### LE TRAITEMENT ET LA PRÉPARATION DU TABAC

##### Question n° 1491—M. Howard:

Le gouvernement sait-il quels sont les produits chimiques ou les substances utilisés dans le traitement et la préparation du tabac et, dans l'affirmative, y en a-t-il beaucoup qui sont des narcotiques et, si oui, a) quel est le genre de narcotique que l'on utilise, b) quel en est le pourcentage, c) en existe-t-il dans le produit fini du tabac?

**M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** Le gouvernement n'est pas au courant de produits chimiques ou de substances de nature narcotique qui seraient utilisés dans le traitement et la préparation du tabac.

#### LE CENTRE D'ÉDUCATION VISUELLE—LA RELATION AVEC L'ENCYCLOPEDIA BRITANNICA

##### Question n° 1674—M. Schumacher:

1. a) A quelle date le Centre d'éducation visuelle a-t-il été institué, b) en vertu de quel pouvoir, c) pour quel but ou quel objectif?
2. Existe-t-il une relation entre le Centre d'éducation visuelle et l'*Encyclopedia Britannica* et, dans l'affirmative, quelle en est la nature?

#### Questions au Feuilleton

3. Quels ont été a) l'actif total, b) le total des profits du Centre d'éducation visuelle pour chaque année depuis qu'il existe?

4. Le Centre d'éducation visuelle se livre-t-il à des activités autres qu'éducatives et, dans l'affirmative, quelle en est la nature dans chaque cas?

5. Quel est le pourcentage des profits réalisés par le Centre d'éducation visuelle sur la vente de matériel aux conseils scolaires et autres institutions d'enseignement?

**L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État du Canada):** Le gouvernement n'a pas de renseignements à ce sujet.

#### LE CENTRE D'ÉDUCATION VISUELLE—LES POURSUITES CONTRE LES CONSEILS SCOLAIRES

##### Question n° 1676—M. Schumacher:

Le Centre d'éducation visuelle a-t-il intenté des poursuites ou pris des mesures contre des conseils scolaires et, dans l'affirmative, a) quels sont les noms de ces conseils scolaires et où sont-ils situés, b) quelle est la nature de ces poursuites ou de ces mesures dans chaque cas, c) ces cas ont-ils été réglés (i) hors de cours (ii) en cour, d) quels sont les détails de ces règlements dans chaque cas, e) qui représente le Centre d'éducation visuelle dans ces poursuites, f) ce procureur est-il rémunéré à même (i) des fonds privés (ii) des fonds provenant d'impôt?

**L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État du Canada):** Le gouvernement n'a pas de renseignements à ce sujet.

#### LES PRÊTS AUX ORGANISATEURS DE FOIRES AGRICOLES

##### Question n° 1688—M. Stewart:

1. Combien de prêts ont été consentis en 1972 aux associations qui organisent des expositions agricoles et quel était le montant de chacun?

2. En 1973, a) combien de prêts sont prévus pour ces associations, b) quel en est le montant total et c) quels montants seront affectés à la main-d'œuvre, aux bâtiments, à l'équipement, etc.?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** 1. Voici les prêts qui ont été consentis en 1972: 10 (dix) Kamloops, C.-B., \$500,000; Vermilion, Alb., \$70,000; Calgary, Alb., \$4,000,000; Cowichan, C.-B., \$9,000; Pictou, N.-É., \$242,000; Lethbridge, Alb., \$344,250; Lloydminster, Sask.—Alb., \$150,000; Manitou, Man., \$100,000; Teulon, Man., \$50,000; North Norfolk, Man., \$95,000; Total \$5,561,150.

2. En 1973 a) 15 (quinze); b) \$15,000,000; c) Main-d'œuvre: \$6,000,000; Bâtiments et équipement: \$9,000,000.

#### LE PORTRAIT DE LA REINE—LES COURS DE CITOYENNETÉ

##### Question n° 1695—M. Diefenbaker:

1. Combien de cours de citoyenneté ont été établies dans chaque province du Canada?

2. Dans combien de ces cours, pour chacune des provinces, le portrait de la reine n'est-il plus exposé?

**L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État du Canada):** 1. Il y a dix-huit cours de citoyenneté au Canada, dont les bureaux sont situés dans les villes suivantes: Halifax, Moncton, Montréal, Ottawa, Toronto, Hamilton, St. Catharines, Waterloo, Sudbury, London, Windsor, Winnipeg, Regina, Saskatoon, Calgary, Edmonton, Vancouver, Victoria.

2. Aucune.